



Numéro PPQ/9421

mercredi 1 avril 2015

## Les grands titres:

- Nigéria : pour vaincre Boko Haram, les racines du conflit doivent être prises en compte, selon l'ONU
- Iraq: l'envoyé de l'ONU se félicite de la victoire des forces armées contre l'EIIL à Tikrit
- Nigéria : le chef de l'ONU félicite le Président-élu pour son élection
- La FAO et le Mali lancent un projet pour restaurer la sécurité alimentaire dans le nord du pays
- La Cour pénale internationale célèbre l'admission de la Palestine en tant que nouvel État partie
- Yémen : l'ONU dénonce la montée de la violence dont sont victimes les enfants
- Une responsable de l'ONU appelle à étendre la notion de dangers explosifs au-delà des mines antipersonnel

## Nigéria : pour vaincre Boko Haram, les racines du conflit doivent être prises en compte, selon l'ONU



**1 avril** - La diminution des tensions interethniques et du sectarisme au Nigéria, ainsi que la lutte contre la menace croissante présentée par le groupe terroriste Boko Haram dans la région, passent par une nouvelle donne politique, économique et sociale, a déclaré mercredi le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

« Les inégalités profondes, la corruption et la marginalisation qui en résultent, génèrent naturellement des mécontentements. Et plus les gens sont marginalisés et désespérés, plus ils sont susceptibles de se tourner vers des mouvements radicaux et violents », a expliqué

M. Zeid au siège du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, à Genève.

Dans ses remarques préliminaires lors de la journée d'ouverture de la vingt-troisième session extraordinaire du Conseil, le Haut-Commissaire a mis en garde la communauté internationale contre « la situation critique des droits de l'homme » engendrée par les atrocités de plus en plus horribles perpétrées par Boko Haram dans le nord du Nigeria et la région du lac Tchad, situation que seules des initiatives en faveur du développement, a-t-il estimé, permettraient d'enrayer.

La convocation de cette réunion d'urgence du Conseil, dont l'objectif est de faire la lumière sur les attaques terroristes et violations des droits de l'homme commises par Boko Haram, fait suite à l'initiative des Etats du Groupe africain de l'ONU, qui en ont déposé la requête auprès du Président du Conseil, Joachim Gauck, par l'intermédiaire de l'Algérie.

Depuis 2009, année durant laquelle Boko Haram a intensifié sa stratégie de recours à la violence à grande échelle, plus de 15.000 personnes ont été tuées, d'innombrables hommes, femmes et enfants ont été enlevés, maltraités et recrutés de force, et les femmes et les filles ont été la cible d'abus particulièrement horrible, y compris l'esclavage sexuel, a déploré le chef des droits de l'homme des Nations Unies.

« Ce carnage méprisable et aveugle, qui constitue une menace claire et urgente pour le développement, la paix et la sécurité, doit prendre fin », a insisté M. Zeid, ajoutant que les dirigeants de Boko Haram doivent savoir qu'ils seront tenus pour responsables devant un tribunal de droit pour ces « effroyables violations des droits humains ».



La terreur semée par Boko Haram a non seulement engendré l'instabilité dans le nord du Nigeria, mais également au-delà des frontières du pays, entraînant notamment le déplacement de plus d'un million de personnes à travers la région.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), les derniers mouvements de réfugiés en provenance du Nigeria devraient porter le nombre total des réfugiés nigériens au Cameroun à près de 66.000.

Dans les autres pays voisins, ces chiffres sont également en hausse : environ 18.000 personnes ont fui vers l'ouest du Tchad, dont 15.000 depuis le mois de janvier, suite à l'offensive de Boko Haram contre la ville de Baga, dans l'Etat de Borno, au nord-est du Nigeria ; et plus de 100.000 personnes ont déjà trouvé refuge au Niger, malgré une situation humanitaire qui se détériore et la multiplication des attaques du groupe terroriste contre les villes frontalières nigériennes de Bosso et Diffa.

La crise des réfugiés a également fortement aggravé la stabilité économique de la région, a déploré M. Zeid, citant les derniers chiffres du Programme alimentaire mondial (PAM), selon lesquels 52,7% des ménages déplacés et de leurs familles d'accueil sont gravement ou modérément victimes d'insécurité alimentaire.

Outre une réponse militaire qu'il a souhaité « coordonnées, forte et fondée sur des principes », le Haut-Commissaire a souligné la nécessité d'un « examen approfondi et lucide des racines potentielles du conflit ».

Ces dernières, a-t-il ajouté, suggèrent qu'une plus grande participation à la prise de décision, une amélioration des services et l'élargissement de l'accès aux opportunités économiques, sociales et politiques sont indispensables à la construction d'une société inclusive, dépourvue des tensions qui alimentent l'extrémisme.

« Il est impossible de trouver les solutions à un problème si les dimensions réelles qui sous-tendent ce problème sont ignorées », a affirmé M. Zeid.

## Iraq: l'envoyé de l'ONU se félicite de la victoire des forces armées contre l'EIL à Tikrit



**1 avril** - Le Représentant spécial du Secrétaire général en Iraq, Jan Kubis, s'est félicité mercredi des récentes victoires des forces de sécurité iraqiennes qui ont réussi à libérer la ville de Tikrit de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (ISIL) et de groupes armés associés.

« C'est une victoire pour tous les Iraquiens et les Nations Unies sont prêtes à aider les autorités provinciales et nationales à répondre aux besoins des milliers de personnes déplacées », a dit M. Kubis dans un communiqué de presse.

« La sécurité et la sûreté des civils doivent être assurées conformément aux principes fondamentaux des droits de l'homme et du droit humanitaire », a-t-il poursuivi.

Dans l'ensemble du pays, 5,2 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, dont 2,25 millions de personnes déplacées et 235.000 réfugiés en provenance de Syrie. La population de la région du Kurdistan a augmenté de 30% en raison de cet afflux.

M. Kubis a exhorté le gouvernement iraqien à veiller à ce que tous les habitants de Tikrit qui ont fui l'EIL puissent retourner en toute sécurité dans leurs foyers et a appelé à ce qu'une assistance humanitaire soit fournie sans tarder.

Par ailleurs, la Mission d'appui des Nations Unies en Iraq (MANUI) a publié les chiffres concernant le nombre de décès en Iraq en mars. Au total, 997 Iraquiens ont été tués et 2172 autres blessés dans des actes de terrorisme et de violence durant ce mois. Sur la période, 729 civils ont été tués, dont 42 policiers civils, et 1.785 blessés, dont 98 policiers civils.

« Je suis choqué de voir que les Iraquiens continuent d'être victimes des vagues successives de violence », a déclaré M. Kubis dans un communiqué de presse distinct.

« Les Nations Unies demandent au gouvernement iraqien de faire tout son possible pour s'assurer que la

sûreté et la sécurité des civils soient assurées conformément aux principes fondamentaux des droits de l'homme et du droit humanitaire », a-t-il ajouté.

## Nigéria : le chef de l'ONU félicite le Président-élu pour son élection



**1 avril** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a félicité mercredi Muhammadu Buhari pour son élection au scrutin présidentiel au Nigéria et le Président sortant Goodluck Ebele Jonathan pour son leadership pendant le processus électoral.

« Le Secrétaire général prend note des résultats des élections présidentielle et législatives nigérianes annoncées hier par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il a parlé avec le Président Goodluck Ebele Jonathan et le général (à la retraite) Muhammadu Buhari », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général félicite le Président élu Buhari. Il félicite le Président Jonathan pour son leadership pendant l'ensemble du processus électoral et son sens politique pour faire respecter le processus démocratique », a-t-il ajouté. « Il félicite également la CENI pour avoir organisé et mené les élections de manière professionnelle dans des conditions difficiles ».

Le chef de l'ONU a appelé tous les Nigériens à accepter le résultat des élections. Il les a également appelé à régler les plaintes qu'ils pourraient avoir par les voies légales et constitutionnelles existantes.

« Le Secrétaire général estime que le déroulement de ces scrutins témoigne de la maturité de la démocratie nigériane », a encore dit son porte-parole. Ban Ki-moon espère que le même esprit démocratique prévaudra pour les élections le 11 avril au niveau des États et des gouvernorats.

## La FAO et le Mali lancent un projet pour restaurer la sécurité alimentaire dans le nord du pays



Des habitants de la ville de Kidal, au Mali (photo archives 2013) Photo ONU/Mark Garten

**1 avril** - Le gouvernement du Mali et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont lancé mercredi la mise en œuvre des activités d'un projet de 5 millions de dollars pour la restauration des moyens d'existence des ménages vulnérables affectés par les récents conflits armés et les changements climatiques dans cette partie du pays.

L'annonce en a été faite par le Ministre malien du développement rural, Bokary Treta, et le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, en visite officielle au Mali.

L'agriculture dans certaines régions du Mali, en particulier le nord, a été sérieusement affectée ces dernières années par la guerre civile et les impacts connexes tels que les pénuries de main-d'œuvre en raison de déplacements de population, le manque de services de soutien à l'agriculture et la fragmentation des marchés. Les pluies irrégulières, les périodes de sécheresse et les inondations ont exacerbé ces problèmes au cours des dernières années.

Ce nouveau projet s'attèlera à la restauration immédiate des biens de production des familles dans les régions de Gao, Mopti et Tombouctou dans le Nord du Mali.

Les activités du projet permettront de relancer la production vivrière et maraîchère de 25.000 ménages vulnérables et d'appuyer 8.000 familles d'éleveurs vulnérables par des aliments et des produits vétérinaires pour leur bétail. En outre, le projet offrira une opportunité de formation sur les bonnes pratiques agricoles et nutritionnelles aux ménages bénéficiaires et il portera une attention particulière aux besoins des groupements féminins engagés dans la production maraîchère.

«La mise en œuvre de ce projet est notre contribution au processus de paix car sans sécurité on ne peut avoir de sécurité



alimentaire, et là où il y a insécurité alimentaire, les conflits éclatent», a déclaré José Graziano da Silva.

« Notre objectif est de nourrir 16 millions de Maliens », a ajouté le Ministre Treta. « La FAO a toujours été à nos côtés pendant les périodes difficiles, jusqu'à l'obtention de ces bons résultats de réduction du nombre de personnes qui ont faim ».

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme de relance et de reconstruction économique de la Banque mondiale au Mali s'élevant à 100 millions de dollars. A la demande du Gouvernement du Mali, la FAO sera en charge de la mise en œuvre de la composante agricole dans le nord du pays.

« Le partenariat entre la Banque mondiale et la FAO est gagnant-gagnant; cela permet de mettre le savoir technique de la FAO au service des investissements tant requis dans le pays », a souligné le Directeur général de la FAO.

## La Cour pénale internationale célèbre l'admission de la Palestine en tant que nouvel État partie



**1 avril** - La Cour pénale internationale (CPI) a tenu une cérémonie mercredi à son siège de La Haye (Pays-Bas) afin de célébrer l'admission de l'Etat de Palestine en tant que 123<sup>ème</sup> État partie au Statut de Rome, le traité fondateur de la CPI.

Lors de la cérémonie, la Seconde vice-présidente de la CPI, la juge Kuniko Ozaki, a remis au Ministre des Affaires étrangères de la Palestine, Dr Riad Al-Malki, un exemplaire spécial du Statut de Rome, qui symbolise leur engagement commun en faveur du respect de l'état de droit.

La cérémonie s'est tenue en présence du Président de l'Assemblée des États Parties Sidiki Kaba, de plusieurs juges de la CPI, du Procureur adjoint de la CPI James Stewart, et du Greffier de la CPI Herman von Hebel.

« L'adhésion à un traité n'est, bien sûr, qu'une première étape. Du fait de l'entrée en vigueur du Statut de Rome pour l'État de la Palestine aujourd'hui, la Palestine acquiert tous les droits ainsi que les responsabilités découlant du fait d'être un Etat partie au Statut. Ce sont des engagements de fond, qui ne peuvent pas être pris à la légère », a souligné la juge Kuniko Ozaki.

Le Président de l'Assemblée des États Parties Sidiki Kaba a déclaré que « cet engagement, des plus symboliques, vient encore une fois confirmer que partout à travers le monde, les peuples épousent les nobles idéaux de la CPI, ceux d'un monde de paix et de justice pour tous. »

Le Ministre des Affaires étrangères de la Palestine Dr Riad Al-Malki a déclaré : « Aujourd'hui, alors que la Palestine devient officiellement un État partie au Statut de Rome, le monde a fait un pas de plus vers la fin d'une longue ère d'impunité et d'injustice. En effet, ce jour nous rapproche de nos objectifs communs de justice et de paix. »

La CPI a pour mission de poursuivre les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité ou crimes de guerre. En y adhérant, la Palestine, qui a le statut d'Etat observateur non membre de l'ONU depuis 2012, aura la possibilité d'engager des actions légales contre Israël.

## Yémen : l'ONU dénonce la montée de la violence dont sont victimes les enfants



**1 avril** - Alors que les opérations militaires se poursuivent au Yémen, deux hauts responsables des Nations Unies ont condamné mercredi la hausse du nombre de victimes civiles dans le pays, notamment parmi les enfants et les travailleurs humanitaires.

Dans un communiqué de presse rendu public à New York, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, s'est dite profondément préoccupée par la montée de la violence s'exerçant à l'encontre des enfants au Yémen, où le conflit aurait entraîné la mort de 62 enfants et blessé 30 autres au cours de la dernière semaine, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Je suis alarmée par le nombre croissant d'enfants victimes du conflit au Yémen », a déploré Mme Zerrougui, ajoutant que ces derniers ont besoin de toute urgence de la protection des Nations Unies et de la communauté internationale.

Au cours des derniers mois, l'ONU a en effet constaté une recrudescence du recrutement et de l'utilisation d'enfants soldats dans le conflit par les brigades houthis, mais également par d'autres groupes armés.

De son côté, le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Yémen, Johannes Van der Klaauw, a déploré une attaque récente ayant pris pour cible un travailleur humanitaire.

« Je suis consterné d'apprendre le meurtre d'un travailleur bénévole du Croissant Rouge yéménite (YRCS) à Al Dhale'e, dans le sud du Yémen, le lundi 30 mars 2015 », a déclaré M. Van Der Klaauw à Amman, la capitale jordanienne, tout en soulignant le courage des travailleurs humanitaires déployés sur le terrain au péril de leur vie.

« J'appelle toutes les parties au conflit à garantir la liberté de mouvement et d'accès aux travailleurs humanitaires afin qu'ils puissent accomplir leur travail en toute sécurité, ainsi que l'accès sans entrave aux personnes dans le besoin », a-t-il ajouté.

Face aux rapports récents faisant état d'une augmentation du nombre de victimes civiles du conflit, le Coordonnateur humanitaire a également appelé toutes les parties à respecter leurs obligations de protection des civils en vertu du droit international humanitaire.

## Une responsable de l'ONU appelle à étendre la notion de dangers explosifs au-delà des mines antipersonnel



**1 avril** - A l'approche de la Journée internationale de la sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines, la responsable de l'agence des Nations Unies en charge de la lutte contre ce fléau a souligné mercredi la nécessité d'étendre la mobilisation mondiale contre les dangers explosifs au-delà des mines antipersonnel.

Le 4 avril marquera la dixième édition de cette Journée internationale, instaurée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2005, qui est chaque année l'occasion d'attirer l'attention sur les besoins des victimes des mines et des restes explosifs de guerre, alors que 162 pays sont désormais parties à la Convention d'Ottawa sur les mines anti-personnel.

A cette occasion, la Directrice du Service de la lutte antimines des Nations Unies (UNMAS), Agnès Marcaillou, a souligné combien cette Journée de commémoration avait acquis une importance croissante au fil du temps, au point de devenir dans les faits une véritable « semaine de la sensibilisation au problème des mines ».

Selon Mme Marcaillou, le thème de cette édition 2015, « Au-delà des Mines », a été choisi pour mettre en évidence le fait que les mines terrestres ne sont pas les seuls dangers explosifs présentant une menace pour les civils vivant dans des zones de conflit ou d'après-conflit.

La Directrice d'UNMAS a expliqué qu'un changement avait eu lieu depuis le milieu des années 1990, période durant laquelle l'accent avait principalement été mis sur la lutte contre les mines anti-personnel, ce qui avait permis d'aboutir à la signature de la Convention d'Ottawa en 1997. Depuis lors, la compétence d'UNMAS s'est élargie à un éventail de plus en plus large de dangers explosifs, a-t-elle ajouté, citant notamment les armes de guerre, munitions non explosées et engins explosifs improvisés, responsables de la mort de nombreux travailleurs humanitaires, de personnels du maintien de la paix, de journalistes et de tant d'autres.

Pour limiter cette menace et détruire ces différentes armes, Mme Marcaillou a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts afin de financer des équipes de déminage plus nombreuses, capables notamment de sécuriser les voies d'accès au bénéfice des opérations de maintien de la paix et de l'assistance humanitaire.